



Gilets verts, gilets rouges, gilets jaunes

Facettes multiples d'une même lutte

Aïcha Magha ■ Décembre 2018

Dès les premières heures du gouvernement de Charles Michel en 2014, les organisations syndicales ont dénoncé une négation de la concertation sociale et une volonté de court-circuiter les corps intermédiaires de la société belge (mutualités, syndicats). Elles ont donc appelé à des manifestations de masse qui ont principalement visé la baisse du pouvoir d'achat induites par les mesures gouvernementales (saut d'index, réforme des pensions, dégressivité accrue des allocations de chômage, coupe budgétaires dans les services publics, etc.) Les syndicats ont donc multiplié les assemblées, les concentrations de militant·es, les manifestations régionales et nationales... jusqu'à mener plusieurs grèves générales.

La séquence d'actions de la fin de l'année 2014 avait à la fois mobilisé et politisé un grand nombre de travailleuses et travailleurs. Elle avait structuré des dizaines de milliers de militant·es sur la durée, ce qui avait ébranlé le gouvernement. Mais le pragmatisme a repris ses droits et début 2015, les trois principales organisations syndicales (FGTB, CSC, CGSLB) ont décidé d'accorder une chance à la concertation sociale, bafouée depuis des mois par le gouvernement. Les actions de grève ont donc été suspendues le temps nécessaire à la discussion. Une discussion qui s'est enlisée et n'a pas répondu aux attentes des militant·e.s qui s'étaient mobilisé·e.s durant plusieurs mois.

Depuis, le gouvernement a multiplié les attaques, engendrant des réponses syndicales en ordre dispersé, qui n'ont jamais été à la hauteur des provocations et des reculs sociaux subis. Le dialogue entre interlocuteurs sociaux a été placé « sous morphine » et n'a permis aucune avancée significative pour les salarié·e.s. Cette mise en suspens de la concertation sociale n'est évidemment pas sans répercussion sur l'ensemble de l'économie.

L'apparition des gilets jaunes démontre que la conflictualité sociale, si elle est empêchée ou ne porte plus ses fruits dans sa forme habituelle (concertation avec les interlocuteurs sociaux), trouve d'autres formes d'expression. Des formes sans doute moins organisées, moins apaisées, mais tout aussi parlante sur l'état de la réalité socio-économique. Le ras-le-bol « taxatoire » des gilets jaunes, si l'on y regarde de plus près, révèle surtout une frustration de ne plus voir ni sentir les effets bénéfiques de l'impôt, alors que d'autres continuent de s'enrichir impunément, parfois en l'éduant. Leur réaction spontanée est moins une question d'incivisme ou de climato-scepticisme (certains entretiennent une opposition entre gilets jaunes et gilets verts) que de fossé entre la classe politique et une frange de la population qui ne parvient plus à vivre de son travail. Admettons cependant que demander aux plus précaires de notre société des efforts financiers pour sauver la planète, peut-être ressenti comme une injustice. Il est en effet démontré que c'est le mode de consommation des plus nantis qui a l'impact le plus grave sur notre éco-système, même s'ils mangent bio et local. Les gilets jaunes illustrent pleinement l'oxymore d'un capitalisme vert. C'est pourquoi, opposer « fin de mois » à « fin du monde » relève en quelque sorte d'une malhonnêteté intellectuelle. C'est faire semblant de ne pas avoir compris l'urgence sociale qui sous-tend la contestation de l'éco-taxe.

La colère qui explose aujourd'hui sur le prix du carburant est en réalité une détresse liée au pouvoir d'achat qui décline depuis des années (quoiqu'en disent les récentes études basées sur le revenu moyen) et non un refus de la transition écologique en soi.

Le cri des abandonné.e.s

L'autre message perceptible est la défiance envers la démocratie représentative et le sentiment de ne plus être représenté.e.s par personne. Pas même par les syndicats dont on aurait pu penser que le discours rejoignait au moins en partie les doléances des gilets jaunes. Ce constat converge avec les conclusions de l'étude noir/jaune/blues¹, qui a fait sortir de l'ombre, à travers les statistiques, une part de la population belge qui se sent « abandonnée » par le pouvoir mais aussi par toutes les institutions de la société. Ce sentiment d'abandon incarne un grave désaveu des politiques et un avertissement sérieux pour les partis traditionnels. Les tentatives de récupération et d'instrumentalisation de ces « abandonnés » du système, est un risque démocratique réel. En France comme en Belgique, le terreau est très fertile pour la propagande poujadiste de l'extrême droite.

Il est intéressant d'observer avec quelle mansuétude le pouvoir et les médias ont, dans un premier temps, traité/considéré l'entrave à la circulation et les blocages d'entreprises par les gilets jaunes. De « barbare » quand il s'agissait de celle des travailleurs en grève, la colère est par magie devenue « légitime », « respectable », « comprise »... jusqu'à ce que le mouvement oblige les responsables politiques à remettre en question autre chose que le prix du carburant. La tolérance bienveillante des forces de l'ordre s'est alors muée en répression plus musclée afin de casser le mouvement, profitant pleinement des incidents provoqués par des personnes extérieures. Les médias changent de ton au fur et à mesure que le mouvement s'inscrit dans la durée. Nous avons même pu assister, sur un plateau télévisé, à l'expression d'un mépris de classe de la part d'un expert en économie, régulièrement sollicité sur la scène médiatique francophone. La scène n'a fait que renforcer le sentiment d'un énorme décalage entre les protagonistes de l'action gilets jaunes et la classe dirigeante.

En Wallonie (le phénomène ne touche pas encore la Flandre), le mouvement est clairement une reproduction de celui qui secoue la France. Il a été impulsé par des personnes non organisées, via des groupes créés sur FaceBook. On aurait pu légitimement douter de la concrétisation des mots d'ordre qui en émanaient. Et pourtant, des dizaines de personnes se relaient nuits et jours, malgré le froid, pour bloquer ronds-points et des dépôts pétroliers. Ces personnes trouvent du sens à ce mode d'action, entre voisins, amis, ou même sans connaître personne au piquet. Ils le font sans mot d'ordre contraignant, sans percevoir aucune indemnité, simplement parce que ce moyen leur permet de montrer leur indignation et leur sentiment d'injustice sans pour autant s'adosser à une organisation ni un parti politique. La démarche est pourtant éminemment politique, au sens noble du terme.

¹ <http://www.cecinepasunecrise.org/comprendre/noir-jaune-blues-2017/>

Quelles leçons pour les syndicats ?

Ce type d'actions visibles, efficaces, inscrites dans la continuité, doit nécessairement faire réfléchir « les professionnels » de la mobilisation que sont les organisations syndicales. La faiblesse du nombre de gilets jaunes ne peut les aveugler car elle est contrebalancée par une motivation et une organisation qui force le respect, là où les structures historiques de la FGTB et de la CSC (pour ne citer que les principaux) peinent à renouveler leurs modes d'action. Que le mouvement des gilets jaunes survive à la trêve de Noël 2018 ou qu'il ne soit qu'un phénomène passager, les organisations traditionnelles devraient prendre la mesure d'une colère qui grandit et qui s'exprime en dehors de leurs rangs. Au regard des profondes mutations en cours dans le monde du travail, il apparaît évident que les syndicats n'ont plus le monopole de la contestation et auraient intérêt à développer des connexions structurelles avec les initiatives citoyennes qui revendiquent un projet de société solidaire. Le cloisonnement des luttes a peut-être un intérêt pour les organisateurs de débats ou pour les campagnes électorales mais il est intéressant d'observer qu'en réalité, les protagonistes de ces différentes manifs et blocages ne s'opposent pas les uns aux autres. Derrière la couleur du gilet, elles ont un adversaire commun : le néolibéralisme.

Si les organisations syndicales vivent très certainement un tournant que l'on peut qualifier d'existential (pertes d'affiliés, diminution de leur influence, absence de grande victoire, ubérisation/numérisation des métiers, etc.), il serait contre-productif de balayer d'un revers de la main le savoir-faire, l'expérience et le rapport de force qu'elles sont capable d'imposer au pouvoir en place. Mais à vouloir absolument faire table rase de toutes les institutions ancrées dans la société belge, le risque est de se priver de ce qui fut longtemps et pourrait encore être un de ses plus puissants leviers de progrès: la concertation sociale et la répartition des richesses entre le capital et le travail.